



Rassemblement Lyon 24 nov. 2020 Ancien Palais de justice

Cher.e.s ami.e.s et camarades,

Paris, Saint-Etienne, Villefranche-sur-Saône, Clermont-Ferrand, Roanne, Annecy, Marseille, Lille, Montpellier, Toulouse, Rennes, Rouen, Niort, Brest, Poitiers, Limoges, Dunkerque... Des dizaines de rassemblements ont été organisés samedi 21 novembre sur tout le territoire national pour dire Stop à la loi Sécurité globale et ont rassemblé près de 40 000 personnes. D'autres ont lieu cette semaine **comme ici et maintenant. En ce moment-même, au Havre, à Bordeaux, à Caen, Bourg-en-Bresse et Villefranche-sur-Saône, ils sont des milliers à se rassembler.**

Notre présence ici est forte de symbole : Nous sommes tous entrés en résistance

Nous sommes devant le tribunal où le tortionnaire nazi Klaus Barbie a été condamné pour avoir torturé, tué, déporté des juifs et des résistants.

Nous sommes en résistance avec également en mémoire ceux qui, entre 1940 et 1944, se sont battus pour la liberté et la République. La situation actuelle et leur engagement, parfois jusqu'à la mort, ne sont certes pas comparables, mais il y avait déjà parmi eux des journalistes dont des collègues du *Progrès*, comme René Leynaud, arrêté place Bellecour et fusillé avec dix-huit autres résistants, Eugène Desprat et Marcel-Gabriel Rivière tous deux déportés, Yves Farge qui sera préfet de la Libération à Lyon, et tous les collègues du livre CGT qui confectionnèrent les journaux clandestins pour que la presse vive librement et les citoyens soient informés.

Nous sommes en résistance **car, comme hier soir à Paris des étrangers sans logement, comme des manifestants dont les Gilets jaunes, comme des jeunes des quartiers**, des journalistes ont été insultés, violentés, frappés par des membres de la police et de la gendarmerie. Au niveau national, nous avons enregistré au moins 200 cas et 30 plaintes ont été déposées par des reporters-photographes et reporters d'image.

Nous sommes en résistance après une première mobilisation réussie mardi passé, et samedi 21 novembre à l'appel d'une coordination plurielle composée de syndicats, d'organisations de défense des droits de l'Homme, d'ONG, de sociétés de journalistes, d'associations et de collectifs.

Nous sommes en résistance car la loi Sécurité globale qui est votée cet après-midi vise à restreindre la liberté de la presse, la liberté d'expression, la liberté d'informer et d'être informé, et par contrecoup la liberté de manifester. C'est un recul sans précédent de nos libertés publiques, fondamentales et constitutionnelles en France. **Et nous voyons bien**

avec les violences d'hier à Paris comment les images réalisées par les journalistes et les citoyens sont indispensables.

Nous sommes en résistance, car le Schéma national de maintien de l'ordre promulgué par Gérard Darmanin le 16 septembre s'applique déjà, malgré nos recours au Conseil d'Etat.

C'est un recul de la République fondée en 1789 et renouvelée en 1944.

La modification de l'article 24 vendredi dernier n'y change rien. Même réécrit, le texte tel qu'il a été voté reste inacceptable, car il donnerait un moyen de pression évident sur ceux qui s'aventureraient à prendre des images. Son seul objectif : renforcer le sentiment d'impunité des forces de l'ordre et rendre invisibles les violences policières. Nous demandons son retrait pur et simple, tout comme les articles 21 et 22.

Entre l'interdiction de fait de filmer ou photographier et le développement des drones et autres caméras piétons, cette loi offrirait le monopole des images aux forces de l'ordre.

Ses dispositions vont assécher les rédactions d'informations, couper les journalistes de leurs sources et nécessairement les pousser à s'autocensurer.

Les déclarations contradictoires du ministre de l'Intérieur ont levé le voile sur les véritables intentions de ce gouvernement. Il s'agit bien de museler la presse ! Recevant une délégation de la coordination plurielle hier après-midi, Gérard Darmanin a opposé une fin de non-recevoir à la demande de retrait des articles 21, 22 et 24 de la PPL Sécurité globale et du nouveau SNMO. Nous en appelons donc solennellement au Premier ministre Jean Castex.

La tentative de tenir le stylo des journalistes, leur micro ou leurs images est évidente. Nos craintes sont confirmées par Claire Hédon, Défenseure des Droits, ainsi que trois rapporteurs spéciaux des droits de l'Homme à l'ONU, et nos fédérations européenne et internationale des journalistes. La France est en train de violer le droit européen et international. Pas plus tard qu'hier, la Commission européenne a rappelé « qu'il est plus important que jamais que les journalistes puissent faire leur travail librement et en toute sécurité ».

Cette profession, que l'on dit parfois difficile à mobiliser, s'est levée pour s'opposer aux accréditations de journalistes couvrant des manifestations sur la voie publique. Les éditeurs de presse ont également écrit au Premier ministre pour constater « avec inquiétude la multiplication d'initiatives législatives et politiques susceptibles d'attenter à la liberté de la presse ».

La profession remercie l'ensemble des citoyens, des associations, des syndicats, qui sont mobilisés à ses côtés. La liberté de la presse, le droit d'être informé et le libre exercice de notre profession ne sont pas un privilège des journalistes mais un droit fondamental, un des biens les plus précieux de la démocratie.

Il est de la responsabilité des pouvoirs publics de garantir la liberté d'expression des citoyens et en particulier le droit des journalistes à informer, révéler, commenter, critiquer, caricaturer.

Il est de notre responsabilité commune, nous, les professionnels de l'information, avec ou sans carte de presse, pigistes ou mensualisés, et nous et vous comme citoyens libres de filmer, photographier et manifester de défendre ces libertés.

Une seule issue donc : le retrait de la loi Sécurité globale et du Schéma national du maintien de l'ordre.

A l'assemblée nationale, les député.e.s LREM du Rhône ont voté pour cette loi, un seul non inscrit, Hubert Julien-Lafferrière a voté contre. Il nous appartient de les interpeler, comme il faudra interpeler les sénatrices et sénateurs.

La balle est désormais dans le camp du Premier ministre. Ce n'est qu'un début, la lutte va continuer. Alors rendez-vous samedi 28 novembre Place Carnot, devant la statue de la République pour un rassemblement des libertés.

Vive la liberté d'expression ! Vive la liberté de la presse !